



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Pacifique

Question au Gouvernement n° 2846

Texte de la question

SOMMET FRANCE-OCEANIE

M. le président. La parole est à M. Michel Buillard, pour le groupe de l'UMP.

M. Michel Buillard. Monsieur le ministre de l'outre-mer, hier s'est tenu à l'Élysée le deuxième sommet France-Océanie, qui a réuni, autour du Président de la République, les chefs d'État ou de gouvernement des seize États membres du Forum du Pacifique sud, dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Étaient naturellement présentes les collectivités françaises du Pacifique : Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et la Polynésie française, et j'associe tout naturellement à ma question mes collègues de Wallis et de Nouvelle-Calédonie.

Ce sommet, ainsi que la récente ouverture du musée des arts premiers du Quai Branly, montrent l'importance que la France accorde aux populations de l'Océanie. De même, la présence française est reconnue et appréciée dans la région. Je tiens ici solennellement, devant la représentation nationale, à réaffirmer l'attachement de nos peuples à la République et à souligner avec force le rôle majeur joué par la France afin d'assurer la stabilité politique, économique et sociale de la région Pacifique.

Dans le domaine de la stabilité politique, des menaces réelles existent. Il en est de même dans le domaine de l'environnement, où nous estimons que les mesures de protection face au réchauffement climatique, et donc à la montée des eaux qui menace plusieurs îles du Pacifique, ne sont pas envisagées de manière concrète.

Témoin, lors de ce sommet, de l'expression unanime de la gratitude de ces pays envers la France et l'Union européenne, je demande au Gouvernement quelles initiatives il compte prendre pour adapter notre système d'aides, tant sur le plan national qu'eupéen, aux besoins particuliers exprimés par les nations du Pacifique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'outre-mer.

M. François Baroin, *ministre de l'outre-mer*. Monsieur le député, il est vrai que nous avons participé à un moment important hier, en présence des seize délégations des pays de la zone Pacifique. C'était d'abord le respect de la parole donnée par Jacques Chirac lui-même, à Papeete - chez vous, cher Michel Buillard -, d'inviter l'ensemble des États membres de cette zone. C'était également l'occasion de mettre en perspective l'importance du développement économique de cette zone, et d'en mesurer toutes les conséquences, comme vous nous l'avez dit, sur le plan de la stabilité politique, de la stabilité économique et des perspectives de maîtrise de l'environnement.

Stabilité politique parce que la présence de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, grandes puissances de la région, la présence de nos collectivités territoriales et celle de ces micro-Etats justifient pleinement le renforcement de la coopération. Il est loin le temps où la Nouvelle-Zélande ne nous parlait plus. Il est loin le temps où l'Australie nous considérait comme un rival. Aujourd'hui, l'un des enseignements majeurs de ce sommet, c'est le réchauffement significatif, profond et durable des relations entre la France et ces deux grands pays.

Vous avez également évoqué la stabilité économique : cette zone est poussée par la croissance chinoise à deux chiffres et dopée par le développement de l'économie indienne, à laquelle elle fournit les matières premières dont elle a besoin. Les enjeux autour du nickel sont majeurs pour la Calédonie. Nous souhaitons donc poursuivre le renforcement de l'intégration de nos collectivités territoriales dans la zone par la signature d'accords, tel celui signé hier, au ministère de l'outre-mer, entre Vanuatu et la Nouvelle-Calédonie.

Enfin, s'agissant de l'environnement, du réchauffement de la planète, la situation géographique de ces États est évidemment connue : ce sont des îles. Si les premiers États à être concernés par une augmentation du niveau de l'eau se trouvent quelque part, c'est bien dans le Pacifique. C'est pourquoi la ratification et le renforcement de l'application du protocole de Kyoto, souhaité par le Président de la République, font partie des priorités. Des initiatives en ce sens seront prises par la France et, à travers elle, par l'Union européenne.

Un dernier mot - avec la bienveillance du président - : j'ai reçu, à la demande du Président de la République, les délégations au musée du Quai Branly. Le Premier ministre de Papouasie Nouvelle-Guinée, qui faisait office de guide lors de la visite du département océanien, a montré sa culture, et a terminé sa visite en expliquant que c'était le plus beau message de paix que la France pouvait offrir au monde. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [M. Michel Buillard](#)

Circonscription : Polynésie Française (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2846

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : outre-mer

Ministère attributaire : outre-mer

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 28 juin 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 juin 2006